

# **Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée**

Distr.: Limitée  
30 juin 2004

Français  
Original: Anglais

---

Première session

Vienne, 28 juin-9 juillet 2004

Point 2 de l'ordre du jour

**Examen des mécanismes permettant d'atteindre les objectifs  
de la Conférence des Parties, conformément aux paragraphes 3 à 5  
de l'article 32 de la Convention**

## **Examen des mécanismes permettant d'atteindre les objectifs de la Conférence des Parties, conformément aux paragraphes 3 à 5 de l'article 32 de la Convention**

**Proposition présentée par l'Australie et la Nouvelle-Zélande**

### **I. Généralités**

1. L'Australie et la Nouvelle-Zélande appuient dans l'ensemble la proposition d'établir un programme de travail pluriannuel. Elles considèrent que c'est un moyen de structurer les travaux de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée de manière à obtenir les résultats les plus efficaces. Elles sont d'accord également sur le fait que le programme de travail pourrait s'articuler selon des thèmes. Il leur semble toutefois que le programme de travail actuellement proposé aux paragraphes 6, 9 et 12 de la note du Secrétariat en date du 29 juin 2004 (CTOC/COP/2004/L.5) pourrait être utilement réorganisé.

2. Il s'agirait de tenir compte du processus de création d'un cadre pour lutter contre la criminalité transnationale organisée – la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe I) et ses Protocoles, et le droit interne – et de la mise en œuvre de ce cadre – les activités menées par les États pour lutter contre la criminalité. La formule "création d'un cadre et mise en œuvre" s'inspire de l'approche couronnée de succès qu'a adoptée ces dernières années le Groupe de travail sur la corruption dans les transactions commerciales internationales de l'OCDE.

3. L'enseignement tiré du processus de Bali sur le trafic illicite de personnes, la traite des personnes et la criminalité transnationale connexe a été que les réunions et les ateliers les plus efficaces et les plus utiles étaient ceux auxquels participaient des



praticiens au niveau opérationnel, et non exclusivement des diplomates. Les pays étaient le mieux à même de partager leur expérience et de bien cibler les questions pratiques lorsque les participants avaient une expérience directe des sujets examinés.

## **II. Structure du programme de travail**

4. Pour le programme de travail de la Conférence des Parties, il y aurait avantage à répartir les travaux des trois premières sessions en trois catégories générales relevant de deux grandes rubriques:

a) *Cadre pour lutter contre la criminalité transnationale organisée.* Incrimination et autres mesures juridiques (pour les juristes, législateurs, organismes de prévention, etc.);

b) *Mise en œuvre*

i) Phase d'enquête/phase préalable au procès (pour la police, les services d'immigration, etc.);

ii) Poursuites/procès et phase postérieure au procès (pour les magistrats du parquet, les organismes de réinsertion des victimes, etc.).

5. L'important domaine de l'assistance technique serait examiné à chaque session, un accent particulier étant mis sur les points particuliers examinés à chacune d'entre elles. Par exemple, à la deuxième session, il serait question principalement du meilleur moyen de fournir une assistance technique pour l'incrimination. Cela n'empêcherait pas un débat plus général sur toutes les questions d'assistance technique, qui pourraient être abordées à chaque session. Cela aiderait simplement à cibler le débat spécifique sur l'assistance technique de manière qu'il corresponde au plan de travail.

6. La présente proposition permettrait aux délégations de prévoir des experts et des praticiens pour chaque domaine thématique, de manière que les sessions visent à obtenir des résultats pratiques dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée, que l'expertise puisse être partagée directement entre les praticiens, et que des liens directs de pays à pays puissent être établis entre, par exemple, les représentants de la police, les magistrats du parquet ou agents de l'immigration.

7. Elle permettrait également de faire en sorte que l'objectif des travaux de la Conférence soit d'obtenir un résultat pratique et de partager l'expertise au lieu de revoir les travaux antérieurs. Elle doterait la Conférence d'un programme tourné vers l'avenir, et en ferait un forum de partage des informations et d'assistance technique.

## **III. Programme de travail proposé**

8. Le programme de travail ci-après est donc proposé pour les trois prochaines sessions de la Conférence, les thèmes étant logiquement liés entre eux pour favoriser l'efficacité des débats entre experts de terrain:

a) *Cadre pour lutter contre la criminalité transnationale organisée*

*Incrimination et autres questions juridiques*

Deuxième session (2005). Examen de l'application des articles suivants: 5 (Incrimination de la participation à un groupe criminel organisé), 6 (Incrimination du blanchiment du produit du crime), 7 (Mesures de lutte contre le blanchiment d'argent), 8 (Incrimination de la corruption), 9 (Mesures contre la corruption), 10 (Responsabilité des personnes morales) et 23 (Incrimination de l'entrave au bon fonctionnement de la justice);

b) *Mise en œuvre*

i) *Phase d'enquête/phase préalable au procès*

Troisième session (2006). Examen de l'application des articles suivants: 19 (Enquêtes conjointes), 20 (Techniques d'enquête spéciales), 24 (Protection des témoins), 25 (Octroi d'une assistance et d'une protection aux victimes), 26 (Mesures propres à renforcer la coopération avec les services de détection et de répression) et 27 (Coopération entre les services de détection et de répression);

ii) *Poursuites/procès et phase postérieure au procès*

Quatrième session (2008). Examen de l'application des articles suivants: 11 (Poursuites judiciaires, jugement et sanctions), 12 (Confiscation et saisie), 15 (Compétence), 16 (Extradition), 17 (Transfert des personnes condamnées), 18 (Entraide judiciaire), 21 (Transfert des procédures pénales) et 22 (Établissement des antécédents judiciaires).

9. De même, les travaux sur les deux Protocoles déjà en vigueur pourraient être restructurés de sorte qu'ils reflètent les discussions sur la Convention, ce qui permettrait aux experts concernés d'y participer en même temps.

10. Les travaux sur le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe II) pourraient être réorganisés comme suit:

a) *Cadre pour lutter contre la criminalité transnationale organisée*

*Incrimination et autres questions juridiques*

Deuxième session (2005). Examen de l'application des articles suivants: 3 (Terminologie), 5 (Incrimination) et 9 (Prévention de la traite des personnes);

b) *Mise en œuvre*

i) *Phase d'enquête/phase préalable au procès*

Troisième session (2006). Examen de l'application des articles suivants: 6 (Assistance et protection accordées aux victimes de la traite des personnes), 10 (Échange d'informations et formation), 11 (Mesures aux frontières), 12 (Sécurité et contrôle des documents) et 13 (Légitimité et validité des documents);

ii) *Poursuites/procès et phase postérieure au procès*

Quatrième session (2008). Examen de l'application des articles suivants: 7 (Statut des victimes de la traite des personnes dans les États d'accueil) et 8 (Rapatriement des victimes de la traite des personnes).

11. Les travaux sur le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, mer et air (résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe III) pourraient être réorganisés comme suit:

a) *Cadre pour lutter contre la criminalité transnationale organisée*

*Incrimination et autres questions juridiques*

Deuxième session (2005). Examen de l'application des articles suivants: 3 (Terminologie), 5 (Responsabilité pénale des migrants), 6 (Incrimination), 8 (Mesures contre le trafic illicite de migrants par mer) et éventuellement 15 (Autres mesures de prévention);

b) *Mise en œuvre*

i) *Enquête/phase préalable au procès*

Troisième session (2006). Examen de l'application des articles suivants: 7 (Coopération), 10 (Information), 11 (Mesures aux frontières), 12 (Sécurité et contrôle des documents), 13 (Légitimité et validité des documents), 14 (Formation et coopération technique) et éventuellement 15 (Autres mesures de prévention);

ii) *Poursuites/procès et phase postérieure au procès*

Quatrième session (2008). Examen de l'application des articles suivants: 16 (Mesures de protection et d'assistance), 17 (Accords et arrangements) et 18 (Retour des migrants objet d'un trafic illicite).

---